Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1969)**

Heft 116

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

J.A. Lausanne

Domaine public

116

Bi-mensuel romand
N° 116 21 août 1969 Sixième année

Rédacteur responsable : André Gavillet
Le numéro : 70 centimes
Abonnement pour 20 numéros :
Pour la Suisse : 12 francs
Pour l'étranger : 15 francs
Changement d'adresse : 50 centimes
Administration, rédaction :
Lausanne, Case Chauderon 142
Chèque postal 10 - 155 27
Imprimerie Raymond Fawer S.A., Lausanne

Migros, fer de lance de la politique patronale

Les porte-parole de l'agriculture, plaidant aux Chambres fédérales en faveur du nouvel arrêté sur le sucre, avaient raison : c'était un des meilleurs dossiers de la paysannerie suisse. Culture de haute productivité, indispensable si l'on veut faire une politique agricole de terre ouverte, nullement excédentaire puisqu'elle ne couvre que le 20 % de la consommation intérieure.

Mais les sucreries d'Aarberg et de Frauenfeld travaillent à perte. Comment feraient-elles autrement ? Elles achètent aux agriculteurs la betterave à un prix correct, mais elles doivent vendre le sucre à un prix en rapport avec le cours mondial, qui est influencé aussi bien par la surproduction des pays équatoriaux que par l'écoulement à des prix de dumping des excédents des pays betteraviers. Aarberg et Frauenfeld supportent donc directement les conséquences d'une abusive concurrence internationale; les 20 millions de subvention de la Confédération (qui d'ailleurs au titre des recettes encaisse le double en taxes douanières sur le sucre) n'y suffisent pas; l'arrêté adopté par les Chambres prévoit donc le prélèvement de 1 à 5 centimes supplémentaires par kilo afin de combler le déficit des sucreries.

C'est contre cet arrêté que Migros lance un référendum. Son succès ne fait aucun doute. Cet automne, le peuple tranchera. Il vaut donc la peine d'ouvrir d'emblée le débat, qui n'est pas purement alimentaire, mais qui touche aussi, à partir de cet objet bien précis, à la politique extérieure suisse.

Egoïsme

Les grands problèmes nationaux sont ceux que nous posent le Tiers-Monde et l'Europe.

La Suisse, forte de sa réussite industrielle, du niveau de ses exportations, du volume de ses capitaux, peut jouer la carte du libre-échangisme mondial. La concurrence internationale fait baisser le prix des matières premières — son industrie y gagne —, pèse sur le prix des denrées ce qui permettra, malgré d'importantes subventions à l'agriculture indigène, d'avoir des prix de consommation avantageux.

Non seulement nous pouvons profiter de l'avantage qui est celui de tout pays hautement industrialisé : acheter des matières premières à bas prix pour exporter des produits auxquels est incorporée une technologie avancée et soumis par conséquent à une concurrence plus réduite, mais en plus nous voulons jouir, nous, petit marché propre à l'écoulement des surplus, des avantages du dumping agricole, que mènent certains pays industrialisés.

Contre l'organisation internationale du marché, contre la mise sur pied d'une agriculture européenne, nous pouvons égoïstement revendiquer le droit de consommer en toutes circonstances aux conditions les plus favorables.

C'est le sens du référendum Migros. Une manifestation type d'égoïsme politique.

Lisez la justification du référendum, donnée par son journal « Construire », pas une seule ligne consacrée aux problèmes du Tiers-Monde, de l'Europe ou même d'une politique agricole suisse cohérente.

Il y a une concordance objective, que masquent les prises de bec entre le conseiller fédéral Schaffner et les conseillers nationaux indépendants, entre cette politique-là que Migros porte devant le peuple et celle de la haute industrie suisse, qui redoute toute augmentation de ses charges salariales, donc du coût de la vie et qui joue à fond la carte du libre-échangisme mondial. Il y a longtemps, que le bulletin de la S.D.E.S. (alias bureau Deonna) mène campagne contre les raffineries de sucre, bien avant que Migros s'en mêle.

Faut-il préciser pour éviter tout malentendu que la lutte contre la hausse des prix est aussi un objectif du monde du travail ? A une condition : que le prix bas ne soit pas une spoliation de l'ouvrier, voir dans ce numéro des exemples d'exploitation de main-d'œuvre féminine.

Est opérée ainsi une sorte de division du travail. Nous le relevions déjà dans un commentaire du fichier des grands administrateurs suisses. Ils n'interviennent plus directement, comme députés, dans les affaires de la nation; leur domaine, c'est la politique extérieure commerciale; Migros a pris le relais sur le plan intérieur pour défendre les mêmes objectifs : isolationnisme, libre-échange, exploitation sans vergogne de la position privilégiée de la Suisse.

Ce jugement ne nous fait pas oublier les mérites remarquables de l'entreprise quand elle a osé s'attaquer à de redoutables cartels ou oligopoles; lutte contre les prix imposés, marché de la benzine, etc. Mais aujourd'hui elle montre un autre visage.

Et à gauche ?

A gauche règne la confusion. Avant le lancement du référendum, le comité directeur du Parti socialiste a fait savoir qu'il l'appuierait, le moment venu.

Les coopératives de consommation se croient tenues de suivre le train, les socialistes menacés en Suisse allemande par Migros ont peur de passer pour de mauvais défenseurs des consommateurs. Et l'on sent par-dessus tout le poids de la politique zuricoise sur l'ensemble de la politique fédérale.

Naturellement, il ne saurait être question pour nous de suivre la démagogie de Migros, au nom d'une idéologie du consommateur mal comprise. Mais ce que nous souhaitons surtout, c'est que la campagne référendaire ne se joue pas sur une opposition paysans-citadins, producteurs-consommateurs. Par le biais d'un arrêté de portée modeste, c'est la politique extérieure de la Suisse qui est en question.

On ose espérer que les mouvements de jeunes, à l'affût d'une occasion de porter les problèmes du Tiers-Monde devant l'opinion publique, ne manqueront pas d'intervenir dans cette campagne; que la gauche socialiste dépassera l'horizon étroit des querelles de boutiques zuricoises.

Il devrait sur cet objet, si l'on élève le débat, y avoir un reclassement politique entre les libres-échangistes à tous crins (grand patronat et Migros) agissant sous le couvert d'une idéologie de la consommation et les partisans d'une organisation des marchés au service des producteurs de Suisse, et plus encore du Tiers-Monde. C'est la thèse que devrait défendre la gauche socialiste et syndicaliste, pour une fois en accord avec la paysannerie.

En tout cas, il n'y aura pas d'estime pour les tortues qui voudront, sur ce terrain démagogique, courir après le lièvre, en partant après lui !

Aux articles de ce numéro ont collaboré :

Jean-Claude Favez
Ruth Dreifuss
Henri Galland
André Gavillet
Marx Lévy
Jacques Morier-Genoud

Le N° 117 sortira de presse le 11 septembre.

Encore un record mondial

Il existe dans le monde des banques plus importantes que les trois grandes banques commerciales suisses. C'est naturel. L'économie suisse, sur laquelle elles sont greffées, est à l'échelle mondiale de petite taille.

Toutefois si l'on compare les bilans des trois plus grandes banques de chaque pays au produit national brut, on trouve une proportion de 11 % en Allemagne, 18 % en France, 20 % en Grande-Bretagne. En Suisse, elle s'établissait à 55 % en 1967, à 70 % en 1968, à 85 % probablement en 1969; bientôt nous en serons à 100 %.